

Contre l'objection de conscience, le principe de non-discrimination

Article rédigé par *Guillaume de Lacoste Lareymondie*, le 01 octobre 2010

Un projet de [résolution](#) au Conseil de l'Europe pour contraindre les États à limiter les possibilités légales d'objection de conscience face à l'avortement et à l'euthanasie sera débattu le 7 octobre (cf. [Décryptage](#), 24 septembre). On retrouve ici, comme dans toutes les autres atteintes à la vie et à la famille au niveau des instances européennes, le même argument central : le principe de non-discrimination. La neutralisation de ce sophisme doit devenir une priorité.

Ce principe est désormais inclus dans le traité de Lisbonne, par le détour de l'article 21 de la [Charte des droits fondamentaux](#), et il est opposable. Par voie de jurisprudence européenne, il est assez probable qu'à moyen terme, toutes les menées de la culture de mort finiront par obtenir une reconnaissance légale qui s'imposera aux États. Chaque fois, la décision sera vraisemblablement prise sur le fondement de ce principe de non-discrimination.

Dans le cas présent, c'est bien ce principe qui apparaît en filigrane du rapport McCafferty. Lors de l'affaire des crucifix italiens (cf. [Décryptage](#), 25 juin 2010), cet argument avait déjà été reconnu comme recevable en la matière, même s'il n'avait pas été retenu.

La vraie réponse

Le principe de non-discrimination est non seulement nuisible, mais surtout faux. Il est censé viser le racisme. En fait, la vraie réponse au racisme est dans le principe de justice (qui inclut l'égalité devant la loi), d'une part, et dans celui de la dignité humaine, d'autre part. Quant à la discrimination, elle est le fait même de la détermination, donc d'une liberté réelle : il ne faut pas se hâter de l'écarter en général.

Comment lutter contre la nocivité de ce principe ? Plutôt que de mener contre la culture de mort un combat défensif qui a toutes les chances d'être perdu morceau après morceau, nous devrions nous attaquer à son arme, autrement dit briser l'outil juridique central de ceux qui sapent les appuis légaux de la dignité humaine.

Si nous parvenons à décrédibiliser la rhétorique de la non-discrimination, à la rendre méprisable ou à en faire un marqueur de la langue de bois, même si ce principe est maintenu dans les traités, il perdra de sa dangerosité.

Sur ce sujet :

Une généalogie et une critique de ce principe dans Guillaume de Lacoste, Halte au psychologisme , [Liberté politique](#) n° 40, mars 2008, p. 59).

[Les crucifix italiens devant le gouvernement des juges](#), *Décryptage*, 25 juin 2010

[Offensive contre l'objection de conscience](#), *Décryptage*, 24 septembre 2010

[Le projet de résolution McCafferty](#)

Sur la charte des droits fondamentaux : [Europe, l'enjeu des valeurs fondatrices](#), *Décryptage*, 29 mai 2009

Pour agir immédiatement :

L'appel européen de l'ADV [Sauvons l'objection de conscience](#)
